

Une réalité: Un groupe de recherche bilingue

Michel Allard

université du québec à montréal

Established in 1969, the Montreal-Toronto Research Group, funded by the Canada Studies Foundation, engaged until 1975 in action research in the teaching of history. Made up of teachers at the secondary, college (CEGEP) and university levels from the Montreal and Toronto regions, this group faced the problems inherent in the fact that its members came from two different cultural milieux with differing interpretations of Canadian history, divergent teaching methods, and different languages. The group sought to develop source teaching materials meeting the following criteria: they should serve as media integrated with history textbooks, other teaching tools, and historical sources (and thus should be selective rather than exhaustive in their coverage); be historically valid; be comprehensible and interesting to secondary school pupils; present diverse, even contradictory, historical interpretations; include primary source materials, again often contradictory; be focussed on historical periods rather than on specific events (1713–1760, 1830–1840, 1868–1891); be accompanied by a teachers' guide.

The materials were assembled, tried out in classrooms in both cities, and evaluated by members of the group. The result was a series of teaching units which are now in the process of publication in both languages. A detailed report of the experience of the group is available from the Canada Studies Foundation.

INTRODUCTION

C'est une chose que d'inciter les Canadiens de langue française et ceux de langue anglaise à collaborer à la réalisation de travaux, mais c'en est une autre que de réaliser une oeuvre commune. Entre la coupe et les lèvres, il y a une distance qui très souvent s'avère infranchissable. Depuis le printemps 1969 jusqu'à l'automne 1975, nous avons participé à un groupe de recherches, appelé le groupe de recherches Montréal-Toronto, qui réunissait une dizaine d'enseignants des niveaux secondaire, collégial et universitaire des régions montréalaise et torontoise. Ce groupe de recherches était subventionné par la Fondation d'études du Canada. Tout au long de cette période, plusieurs de nos collègues et de nos proches nous ont interrogé sur notre groupe. L'une des questions la plus fréquemment posée était la suivante: "Comment peut-on expliquer qu'un groupe de recherches composé de francophones et d'anglophones puisse fonctionner?" C'est à cette question que nous tenterons de répondre dans les pages suivantes.

SOURCES DE DIVERGENCES

Issus de milieux culturels différents, les professeurs se rendirent rapidement compte que l'enseignement de l'histoire nationale était très différent à

Montréal et à Toronto. Tout d'abord, la répartition de la matière à enseigner variait considérablement. En général, à Montréal, les enseignants de niveau secondaire consacraient plus du tiers de l'année scolaire au régime français, ceux de Toronto y réservaient à peine une dizaine d'heures. À l'inverse, la conquête de la responsabilité ministérielle en 1848 était à peine entrevue dans les écoles françaises du Québec tandis qu'en Ontario les enseignants d'histoire y consacraient beaucoup plus de temps.

Une deuxième différence avait trait à l'interprétation de certaines questions. Evidemment, on rencontre très souvent deux professeurs de même langue qui interprètent de façon diamétralement opposée le même fait, mais entre les membres du groupe le clivage sur certains faits jugés très importants par *tous* se faisait de façon presque automatique et presque uniforme entre les membres de Toronto et ceux de Montréal. Quelques exemples illustrent mieux notre propos. La bataille des plaines d'Abraham est considérée comme une victoire pour les uns et comme une défaite pour les autres. Le traité de Paris marque pour les uns le début du Canada, pays à deux cultures, comme il existe aujourd'hui; pour les autres, il met un terme aux espoirs de francophones de passer à plus ou moins long terme, du statut de coloniaux à celui de citoyens d'une nation indépendante. Pour les uns, le rapport Durham contient la solution à tous les problèmes du Canada à cette époque, à savoir la responsabilité ministérielle qui sera acquise en 1848 et l'idée de fédération qui se constituera en 1867; pour les autres le même rapport comporte une idée inacceptable et c'est à ce titre qu'il doit être retenu, à savoir l'assimilation des Canadiens-français et leur intégration normale au groupe britannique, etc. Nous pourrions multiplier ces exemples par dix. Les professeurs de Montréal et de Toronto interprétaient de façon totalement différente toute une série de faits et d'événements.

Les préoccupations actuelles, et c'est un troisième type de différences, des membres de Montréal et de ceux de Toronto, bien qu'elles fussent passablement semblables, n'étaient pas hiérarchisées de la même façon. On a écrit quelque part que chaque génération refait l'histoire afin de trouver dans le passé une solution aux problèmes du présent. Nous avons pu vérifier la véracité de cette affirmation. Les francophones cherchaient dans l'histoire nationale une explication à l'infériorité politique, économique et sociale des Québécois et entrevoyaient des solutions à cet état de faits, qu'ils fussent d'ordre politique, de l'indépendance du Québec au renforcement de la Confédération, ou d'ordre économique et social, du capitalisme au socialisme. Les anglophones possédant, du moins sur papier, leur Etat, étaient hantés par le spectre de l'américanisation que ce soit sur les plans politique, économique ou culturel; comme les francophones ils considéraient des solutions qui très souvent se ressemblaient mais à la différence de ces derniers, ils partaient du postulat que l'existence du

Canada, sous sa forme actuelle ou sous une autre, ne pouvait être remise en question. Pour quelques Montréalais, le problème national passait avant celui de l'américanisation. Inutile de dire que l'enseignement de l'histoire nationale prodigué dans l'une et l'autre ville reflétait les préoccupations des enseignants.

Sur le plan des méthodes utilisées, et c'était une quatrième source de divergences, certaines différences existaient. En général, les professeurs montréalais privilégiaient l'étude de sources premières tandis que leurs collègues torontois mettaient l'accent sur les sources secondes. En Ontario, l'absence d'un examen final provincial laissait une plus grande liberté aux enseignants face au programme officiel qu'à ceux du Québec qui devaient préparer leurs élèves à un examen provincial commun. Inutile de dire que ces différences ont influé sur l'organisation et l'existence du groupe de recherches.

Enfin, une dernière source de divergence mais non la moindre provenait de la langue de travail. Les enseignants de la région de Montréal pouvaient s'exprimer beaucoup plus facilement que leurs collègues de la région de Toronto dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. Au début de l'existence du groupe, il y eut tendance à utiliser la langue que la majorité des membres du groupe comprenait le mieux. La langue anglaise dominait. Cependant, après quelque temps, lors d'une discussion survenue au sein du groupe, il fut décidé que chaque membre s'exprimerait dans sa langue maternelle. C'est la politique qui fut, par la suite, suivie. Lors de cette discussion, et cette question fut reprise par la suite, il apparût que les différences entre Canadiens de langue anglaise et de langue française n'étaient pas seulement d'ordre culturel et linguistique. Elles provenaient aussi et surtout d'une vision différente de la vie et d'une façon sinon opposée du moins dissemblable de travailler. Les deux groupes n'envisageaient pas les mêmes problèmes et, quand on arrivait à en discerner de communs, chaque groupe y apportait sa propre solution et ne considérait que sa propre manière de la résoudre. Fondamentalement, francophones et anglophones, malgré quelques concessions de surface ou quelques sourires d'apparat, pouvaient difficilement accepter l'"autre" vision. C'est une chose que de comprendre que notre voisin puisse différer d'opinion avec nous ou qu'il puisse utiliser d'autres méthodes de travail que les nôtres mais c'en est une autre que d'accepter que ses opinions ou que ses méthodes de travail puissent être aussi sinon plus valables que les nôtres.

LES TRAVAUX DU GROUPE

Après quelques réunions, les membres du groupe se sont rendu compte qu'il existait peu de matériel didactique accessible à des étudiants du niveau secondaire qui tenait compte des différentes interprétations de l'histoire nationale et mettait en lumière les aspirations et les problèmes des groupes

francophone et anglophone. La plupart des manuels utilisés dans les écoles du Québec et de l'Ontario étaient unilingues et ne présentaient habituellement qu'une interprétation de l'histoire. Certes, il existait des collections de textes portant soit sur un thème précis, comme la série *Issues in Canadian History*, soit sur toute l'histoire, comme *l'Histoire du Canada par les textes* des professeurs Brunet, Frégault et Trudel. On trouvait aussi sur le marché des outils pédagogiques comme la série des *Jackdaws* ou le *Boréal Express*. Les ouvrages historiques d'analyse ou de synthèse étaient aussi très nombreux. Mais la plupart du temps ces ouvrages n'étaient pas connus des enseignants d'histoire de l'autre langue et, même quand ils l'étaient, ces derniers ne les utilisaient que rarement dans la préparation de leurs cours. De plus, beaucoup de ces ouvrages, qu'ils fussent purement historiques ou conçus à des fins pédagogiques, étaient difficilement utilisables par les élèves qui étaient incapables de lire l'autre langue. Enfin, il faut souligner que les praticiens de l'enseignement ne jouaient habituellement aucun rôle dans la conception et la fabrication des outils pédagogiques.

Devant cette situation, les membres du groupe de recherches Montréal-Toronto ont décidé de fabriquer, avec l'assistance d'historiens et de psychopédagogues, les outils qui manquaient aux professeurs et aux élèves du secondaire. Nous avons déterminé, après moult rencontres, certains critères auxquels devaient répondre ces instruments de travail. Ils devaient : servir d'intermédiaire entre les manuels d'histoire, les autres outils didactiques et les ouvrages historiques (par conséquent, ils ne seraient pas exhaustifs mais indicatifs); être historiquement valables; être à la portée des élèves du secondaire et satisfaire leurs intérêts; présenter des interprétations historiques diverses, voire contradictoires; contenir des documents de source première, souvent contradictoires; être centrés non autour d'événements historiques, mais de périodes; être accompagnés d'un guide didactique.

Il fallait tout d'abord s'entendre sur les périodes à étudier. Le groupe ne disposait pas de ressources humaines et matérielles suffisantes pour s'attaquer à l'étude de toute l'histoire nationale. La période de 1713-60, soit celle qui précédait immédiatement la Conquête du Canada par l'Angleterre, a d'abord été retenue. Les membres du groupe désiraient étudier la nature de la société canadienne à cette époque. Il faut dire que les interprétations des historiens sont souvent diamétralement opposées, surtout sur la question de la présence ou de l'absence d'une bourgeoisie en Nouvelle-France. Cette période controversée semblait donc se prêter facilement à une étude de la société canadienne. Afin de bien circonscrire ce dernier objet, les membres du groupe ont convenu de laisser de côté tout l'aspect militaire de la guerre de la Conquête (1754-60) qui était traité abondamment dans presque tous les manuels.

La seconde période choisie fut celle précédant le rapport Durham, soit

la période qui s'étend de 1830 à 1840. Encore là les membres du groupe ont décidé d'étudier la société de cette époque. Il faut dire que les différentes interprétations que les historiens donnent aux révoltes ou aux rébellions de 1837 étaient de nature à susciter la discussion. Les membres du groupe ont laissé de côté les événements relatifs aux révoltes elles-mêmes, événements que l'on rencontre dans presque tous les manuels, pour centrer leurs efforts sur l'étude de la vie sociale et économique. Cependant, un problème géographique existait. A cette époque, le Canada était divisé en deux provinces, le Bas- et le Haut-Canada. Chacune d'elles a connu en 1837 une révolte ou une rébellion. Il fut donc décidé de préparer deux instruments de travail, le premier relatif au Bas-Canada, le second au Haut-Canada.

La troisième période retenue fut celle qui suit immédiatement l'établissement de la Confédération, soit celle qui s'étend de 1868 à 1891. Les membres du groupe désiraient étudier tout spécialement comment les habitants du Canada à cette époque se définissaient et comment ils entrevoyaient l'avenir de leur pays. Encore une fois, c'est l'étude de la société et non pas le récit des événements qui ont suivi la Confédération qui retint l'attention.

Somme toute, les périodes sélectionnées précédaient ou suivaient des événements que tous reconnaissaient comme très importants dans l'histoire nationale mais qui suscitaient des interprétations différentes et, souvent, opposées.

Les enseignants de niveau secondaire ayant une charge moyenne de vingt-cinq périodes/semaine pouvaient difficilement consacrer beaucoup de temps à la recherche de documents de source première. C'est pourquoi le groupe a engagé, à la fois à Montréal et à Toronto, des assistants de recherches. Ces derniers devaient recueillir une première série de documents dans les différents dépôts d'archives et les différentes bibliothèques.

Les documents, une fois recueillis par les assistants de recherches, étaient soumis aux enseignants. Ces derniers étudiaient les documents et, se basant sur leur expérience, en sélectionnaient lors des réunions un certain nombre pour les expérimenter. Seuls les documents rejetés par tous les enseignants étaient relégués aux oubliettes. Les séances de sélection de documents furent, à maintes reprises, très animées, surtout lorsqu'un document n'était défendu que par un ou deux enseignants. Cependant, c'était la règle générale que si un membre du groupe désirait absolument conserver un document, il pouvait le faire. Ces séances de sélection de documents permettaient aussi de trouver les déficiences du matériel accumulé et de mieux spécifier aux assistants de recherches les secteurs vers lesquels ils devaient orienter leur investigations. Les documents sélectionnés furent ensuite traduits en anglais ou en français selon le cas et réunis sous forme de brochure.

L'étape suivante était celle de l'expérimentation dans les classes, suivie

d'une évaluation faite par les étudiants, les enseignants et quelques conseillers historiques ou pédagogiques. Par la suite l'unité de travail était révisée et expérimentée une seconde fois. Nous espérons ainsi obtenir un produit qui, préparé par des professeurs travaillant au niveau secondaire, serait bien adapté aux étudiants du secondaire.

En procédant de la sorte, des unités de travail portant sur les périodes suivantes de l'histoire nationale 1713–60, 1830–40 et 1867–96 ont été conçues, élaborées, expérimentées et évaluées.¹ Ces unités de travail comportent surtout des textes d'époque, capables de capter l'intérêt des élèves, de les motiver et de les orienter vers certaines questions historiques qui ont fait l'objet de discussions voire de controverses. Certes, elles ne sont point parfaites mais elles ont permis à tous les membres d'avoir un intérêt commun et de diriger leurs efforts vers un objectif précis. C'est en fabriquant ces unités que nous nous sommes rendus compte des points de ressemblance et de différence qui existaient entre les membres du groupe tant au point de vue des méthodes d'enseignement qu'à celui des conceptions de l'histoire. Ainsi, de nombreux échanges d'idées furent réalisés car nous avons un travail commun à faire.

CONCLUSION

L'expérience du groupe de recherches Montréal–Toronto a permis à des professeurs de deux groupes linguistiques de mettre en commun leurs interrogations face à l'enseignement de l'histoire nationale. Ces interrogations parfois difficiles mais non impossibles ont permis à des enseignants d'élaborer un matériel pédagogique adapté aux besoins de l'enseignement de l'histoire nationale et de mieux connaître les aspirations d'un autre groupe culturel. Il faut espérer que d'autres professeurs pourront vivre des expériences similaires à l'intérieur de nouveaux projets.

NOTE

1. L'unité de travail portant sur *La Nouvelle-France 1713–1760* a été publiée aux éditions Guérin (Montréal) en 1975. Les autres unités seront prochainement publiées. Un rapport sur l'expérience du groupe est disponible à La Fondation d'études du Canada.